

MAIRIE DE METZ

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE METZ

REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 27 novembre 2014

DCM N° 14-11-27-7

Objet : Convention de partenariat relative au poste de chargé de mission "clauses sociales".

Rapporteur: Mme SALLUSTI

Par délibération en date du 26 mai 2011, le Conseil Municipal a mis en place un dispositif de gestion des clauses sociales et d'insertion dans les marchés publics, mutualisé avec la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole.

Dans ce cadre, la Ville de Metz a recruté un chargé de mission « clauses sociales », également qualifié de « facilitateur », ayant pour mission d'animer, de piloter et de coordonner le dispositif, en lien avec l'ensemble des partenaires (partenaires de l'emploi et de la formation, entreprises attributaires, structures d'insertion, bailleurs sociaux...).

Initiée dans un premier temps dans le cadre de la convention ANRU-GPV signée le 20 décembre 2005, la dynamique d'intégration des clauses d'insertion sociale dans les marchés publics poursuit ainsi son développement grâce au rôle moteur assuré par cet agent pour le compte de la Ville de Metz et de Metz Métropole.

Depuis 2011, 185 000 heures d'insertion ont été réalisées (dont 84 000 pour le chantier relatif à la réalisation de Mettis), et plus de 300 participants ont accédé à un emploi. Une centaine de marchés ont inclus une clause sociale dans différents domaines : travaux (bâtiment et TP), services, marchés d'insertion, marchés réservés.

Cette démarche a franchi une étape supplémentaire lorsque, par délibération du 19 décembre 2013, la Ville de Metz s'est également engagée aux côtés de la ville de Woippy et de l'agglomération de Metz Métropole, dans un dispositif de soutien à l'emploi et de promotion des achats socialement responsables, par la signature d'une charte d'engagement pour l'insertion avec les bailleurs sociaux.

La convention de partenariat relative au poste de chargé de mission « clauses sociales » signée en 2011 avec Metz Métropole et définissant le cadre juridique, financier et matériel de cette

collaboration étant arrivée à échéance, il est proposé de reconduire ce dispositif et de redéfinir les conditions de participation financière de Metz Métropole s'agissant de ce poste.

Cette contribution est fixée annuellement à 15.000 € pour le financement du poste, auxquels s'ajoutera la prise en charge des actions liées à la communication et à la promotion des clauses sociales pour un montant maximum de 5.000 €.

En conséquence, la délibération suivante est soumise à l'approbation du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Les Commissions compétentes entendues,

VU le Budget Primitif,

VU la délibération du Conseil Municipal du 28 avril 2011 ayant autorisé la création d'un poste de chargé de mission des clauses sociales et d'insertion,

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2011 validant le partenariat entre la ville de Metz et l'agglomération de Metz Métropole pour la mise en œuvre et le suivi des clauses sociales dans les marchés publics de Metz Métropole,

VU la délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2013 relative à la charte d'engagement pour l'insertion avec les bailleurs sociaux,

VU la délibération de Metz Métropole en date du 15 septembre 2014 relative à la convention de partenariat avec la Ville de Metz, relative au poste de chargé de mission « clauses sociales »,

CONSIDERANT les enjeux partagés par la Ville de Metz et l'agglomération de Metz Métropole en matière d'insertion de clauses sociales dans les marchés publics,

CONSIDERANT la nécessité de définir entre la Ville de Metz et l'agglomération de Metz Métropole une organisation spécifique dédiée à l'animation, au pilotage et à la coordination du dispositif,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

DECIDE :

- **D'APPROUVER** le projet de convention de partenariat entre la Ville de Metz et l'agglomération de Metz Métropole relative au poste de chargé de mission des clauses sociales,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant dûment mandaté, à signer la convention susvisée ainsi que tout document ou avenant s'y rapportant,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant dûment mandaté, à percevoir la participation de Metz Métropole afférente à ce poste.

Vu et présenté pour enrôlement,
Signé :
Pour le Maire
L'Adjointe de Quartiers Déléguée,

Selima SAADI

Service à l'origine de la DCM : Politique de la Ville
Commissions : Commission Cohésion Sociale
Référence nomenclature «ACTES» : 8.6 Emploi-formation professionnelle

Séance ouverte à 18h00 sous la Présidence de M. Dominique GROS Maire de Metz ,
Nombre de membres élus au Conseil Municipal : 55 dont 55 sont encore en fonction à la date de la délibération.
Membres assistant à la séance : 38 Absents : 17 Dont excusés : 10

Décision : ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

<p style="text-align: center;">CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AU POSTE DE CHARGE DE MISSION « CLAUSES SOCIALES »</p>

Entre,

La Communauté d'Agglomération de Metz Métropole, située 11 boulevard solidarité à Metz, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Luc BOHL, ou son représentant d'une part,

Et

La Ville de Metz, située 1 place d'armes à Metz, représentée par le Maire de Metz en exercice, Monsieur Dominique GROS, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit

Préambule

La commande publique peut constituer un levier important pour l'emploi et le développement économique. Au travers des clauses sociales, les investissements publics contribuent de manière significative au développement de l'insertion et de l'accès à l'emploi des personnes en difficultés sociales et professionnelles.

Depuis 2011, la Ville de Metz et la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole s'inscrivent pleinement dans l'insertion et le développement de clauses sociales dans leurs marchés publics. Cette poursuite d'objectifs communs a permis de mettre en place une dynamique de travail partenarial entre les deux collectivités et de signer une première convention en aout 2011.

Pour ce faire, la Ville de Metz a recruté un chargé de mission « Clauses sociales », également qualifié de facilitateur, ayant pour mission d'animer, de piloter et de coordonner le dispositif. Ce chargé de mission assure également la gestion des clauses sociales pour Metz Métropole. Il a notamment permis d'insérer ces clauses dans les marchés de travaux liés à METTIS.

Metz Métropole entend poursuivre le développement des clauses sociales dans ses marchés (avec prochainement l'aménagement du nouvel accueil du Musée de la Cour d'Or) et également dans les opérations de logements sociaux, en conditionnant les aides aux bailleurs sociaux au respect d'obligations en matière de clauses sociales.

Dans l'attente du futur « pacte de mutualisation » de Metz Métropole en 2015, il a été proposé de reconduire le partenariat entre les deux collectivités. Au regard du temps de travail du chargé de mission passé pour Metz Métropole, le montant de la participation financière de l'agglomération a évolué (*article 5*).

La présente convention vise à définir le cadre juridique, financier et matériel de ce partenariat en vue de garantir son bon fonctionnement, tant en ce qui concerne les différents services des collectivités que pour les partenaires extérieurs.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir le cadre partenarial et l'organisation technique du poste de Chargé de Mission «Clauses sociales», recruté par la Ville de Metz et assurant des missions pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole.

Il s'agit d'établir les moyens mis en œuvre par les deux parties pour insérer des clauses sociales dans certains de leurs marchés publics et s'assurer de leur bonne exécution dans une optique d'insertion durable des publics éloignés de l'emploi.

Article 2 - Public visé

Le chargé de mission intervient principalement pour insérer le public éloigné de l'emploi à savoir :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi allocataires du R.S.A ou ayant droit ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans sortis du système scolaire sans qualification ou sans expérience ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), ou d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers (exemple « Défense 2ème chance ») ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières pourront, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Missions Locales, de CAP Emploi,... être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi. Par ailleurs, les contrats de professionnalisation devront être présentés comme de réelles solutions pour l'entreprise en cas d'embauche directe. Une attention particulière sera portée envers les personnes en insertion résidant sur Metz Métropole.

Article 3 - Missions du chargé de mission

Le poste de chargé de mission « clauses sociales » **doit être exclusivement dédié à l'insertion des clauses sociales dans les marchés publics.** Il s'agit donc de mettre en œuvre toutes les actions nécessaires à la bonne réalisation des clauses en partenariat avec les pôles prescripteurs des marchés. L'intérêt pour les collectivités est de faire de l'achat public un achat responsable et de permettre de réinsérer durablement des personnes éloignées de l'emploi via une partie des marchés qu'elles concluent. Il pourra également mener à la pérennisation et à l'extension de la démarche à l'ensemble des marchés publics municipaux ou communautaires.

Le chargé de mission devra s'occuper de l'ensemble des activités concourant à cet objectif. Il devra également s'astreindre à dresser des comptes-rendus d'activités et de résultats de la mise en œuvre des clauses. Enfin, il aura en charge la préparation, l'organisation, le pilotage et le rendu des comités techniques et de pilotage qui seront mis en place.

Le chargé de mission conseille les services marchés publics et les maîtres d'ouvrages publics. Il analyse les marchés pour lesquels une démarche d'insertion peut être justifiée (principalement certains lots des marchés de travaux ou de nettoyage), puis il définit les modalités de l'insertion en fonction de sa connaissance du bassin de l'emploi.

Il définit le niveau d'engagement qui sera demandé aux entreprises en matière d'insertion (qualitativement et quantitativement), et contribue à la rédaction des appels d'offres (des clauses et des documents annexes nécessaires) en y insérant les clauses sociales.

Il accompagne les entreprises attributaires pour la concrétisation de leurs engagements en s'appuyant sur les services dont le cœur de métier est l'emploi et l'insertion : Pôle emploi, mission locale, cap emploi,... Il peut également aider aux choix des modalités de mise en œuvre et

proposer des offres de services correspondantes aux besoins des entreprises. Il sera l'interface entre les maîtres d'ouvrages, les organismes d'insertion, le Pôle emploi, la mission locale et les entreprises. Il leur fournit l'appui nécessaire à la mise en place des clauses d'insertion.

En partenariat, il mobilise les outils et services pour faciliter l'embauche ; il prévoit les actions de formation préalables à l'embauche.

Enfin, il évalue la bonne exécution des clauses, établit les services faits pour le compte des pôles prescripteurs après vérification et met en place les outils de veille pour chacune des opérations et de suivi global du dispositif.

Article 4 – Relations hiérarchiques et fonctionnelles du poste

Le chargé de mission « Clauses sociales » sera placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur du Pôle Politique de la ville, cohésion territoriale et insertion de la Ville de Metz.

Il veillera à tenir les responsables du Pôle Cohésion Sociale de Metz Métropole et du Pôle Politique de la ville, cohésion territoriale et insertion de la Ville de Metz, informés de l'évolution des projets portés par les collectivités.

Les responsables précités veilleront à garantir un respect des procédures de travail réglementées par la présente convention en veillant à l'équilibre du temps de travail consacré par le chargé de mission au bénéfice de Metz Métropole et de la Ville de Metz .

Un comité de suivi du poste sera institué pour faire un point régulier avec le chargé de mission sur sa charge de travail, son organisation, son travail en articulation avec les autres services pour déceler et résoudre les éventuels dysfonctionnements.

Ce comité de suivi pourra réunir si besoin les représentants hiérarchiques directs du chargé de mission et les personnes en lien avec ses missions (responsable du pôle Politique de la ville, cohésion territoriale et insertion de la ville de Metz, responsable de pôle cohésion sociale de Metz Métropole, responsables de la commande publique, services prescripteurs,...)

Article 5 – Employeur principal et versement des participations financières

Le chargé de mission occupera un poste d'agent de catégorie A. Le niveau de rémunération correspond au cadre d'emploi des attachés territoriaux (avec régime indemnitaire et compléments de rémunération en vigueur de la Ville de Metz).

Un dossier de demande de cofinancement du poste de facilitateur de la clause sociale dans les marchés publics pourra être constitué au titre du Programme opérationnel national FSE « compétitivité régionale et emploi ». Ce cofinancement est éligible à l'axe 4 du programme opérationnel précité au titre de la sous-mesure 432 « partenariats pour l'innovation ». L'obtention de ce cofinancement est conditionnée par l'exigence d'attester d'un bilan annuel de l'activité en adéquation avec les objectifs d'insertion par l'emploi.

Les participations financières des différents partenaires seront versées durant cette période à la Ville de Metz, en sa qualité d'employeur du chargé de mission. La Ville de Metz procédera à l'établissement du contrat de travail correspondant et assumera les responsabilités qui incombent à l'employeur. Elle s'engage, dans ce cadre, à mettre à disposition tous les moyens matériels nécessaires au bon fonctionnement de ce poste.

Metz Métropole participera au financement dudit poste par le versement d'une participation de 15 000 € à la Ville de Metz, en sa qualité d'employeur du chargé de mission.

Par ailleurs, Metz Métropole s'engage à prendre en charge jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 5 000 € les actions liées à la communication et la promotion des clauses sociales auprès des partenaires extérieurs (plaquettes d'information, dépenses liées à des séminaires d'information, etc...).

Article 6 – Lieu d’implantation

Le chargé de mission bénéficiera d’un bureau au sein des locaux du Pôle des Lauriers, 3 bis rue d’Anjou à Metz-Borny. Il sera amené à intervenir dans les locaux du pôle Cohésion Sociale situé 11 boulevard solidarité à Metz. Il pourra y exercer ses missions pour les deux collectivités quel que soit son lieu de travail effectif.

Article 7 – Responsabilités

La Ville de Metz est l’employeur principal et doit satisfaire aux obligations inhérentes et notamment celles d’assurance.

L’aide financière apportée par Metz Métropole ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers.

Article 8 – Animation des Comités Technique et de Pilotage

Le chargé de mission instituera et animera le comité technique qui se réunira de manière bimestrielle en alternance dans les locaux de la Ville et dans ceux de Metz Métropole. Il veillera à l’organisation et à la préparation du Comité de Pilotage biannuel du dispositif qui se composera des élus référents.

Article 9 – Durée et Dénonciation

La présente convention est conclue pour une durée de 12 mois, à compter de la date de sa signature. Elle pourra être renouvelée deux fois.

La présente convention pourra être dénoncée par chacune des parties à l’expiration d’un délai de trois mois suivant l’envoi d’une lettre recommandée avec accusé réception.

Article 10 – Litige

En cas de contestation sur l’interprétation ou l’application de la présente convention, les parties s’engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation. Si dans un délai d’un mois à compter de la réception par l’une des deux parties des motifs de contestation aucun accord n’est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le tribunal territorialement compétent de l’objet de leur litige.

Fait à Metz, le

Le Maire de la Ville de Metz

Le Président de Metz Métropole

M. Dominique GROS

M. Jean-Luc BOHL
Maire de Montigny-lès-Metz